

L'école aux quotidiens

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, entrées libres interroge une personnalité, du monde scolaire ou non. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée.

Et vous, qu'en pensez-vous?

La Libre BELGIQUE

10/07/2006

EN FROID AVEC L'ORTHOGRAPHE?

Ce n'est aujourd'hui un secret pour personne: l'orthographe des jeunes francophones ne s'améliore pas, bien au contraire. Face à ce constat, *La Libre Belgique* s'interroge: faut-il imposer des compétences minimales dans ce domaine pour pouvoir s'inscrire dans le supérieur? Dans la lutte contre la mauvaise qualité orthographique des futurs étudiants, deux tendances radicales s'affrontent. D'une part, ceux qui réclament un minimum de compétences en la matière avant de pouvoir entamer des études supérieures; l'idée serait de s'en tenir à la caution du diplôme de l'enseignement secondaire ou d'organiser un examen d'entrée. D'autre part, ceux qui suggèrent une remise à niveau tout au long des études supérieures. On imaginerait alors une évaluation à la sortie plutôt qu'à l'entrée.

Et vous, qu'en dites-vous?

■ **Jean-Luc VANSCHepDAEL, responsable du secteur "français" à la Fédération de l'enseignement secondaire catholique:**

"Je comprends tout à fait ce souci de garantir la qualité de la formation des étudiants du supérieur, mais je suis opposé à l'idée d'un examen d'entrée, qui me paraît une mesure protectionniste pouvant cacher un aveu d'impuissance. Ce dont souffre peut-être surtout l'orthographe,

c'est d'un déficit de responsabilisation de bien des acteurs éducatifs! L'orthographe française est l'une des plus complexes au monde, avec celle du japonais. Son apprentissage est difficile et continu. On ne peut apprendre sans de bonnes raisons d'apprendre. Or, beaucoup d'élèves ne voient plus l'importance de l'orthographe dans un monde qui valorise la vitesse au détriment de la rigueur et qui offre désormais des moyens de communication permettant d'user d'une graphie simplifiée. L'école, du fondamental à l'université, devrait donc davantage se positionner comme un lieu où se vit une communauté de valeurs et de pratiques valorisant l'orthographe, la maîtrise de la langue et la rigueur de l'écrit. On peut s'étonner, par ailleurs, que les avancées de la didactique de l'orthographe aient peu touché l'école. L'enseignement de l'orthographe se limite encore trop souvent aux connaissances insuffisantes pour résoudre de nombreux problèmes orthographiques en situation d'écriture.

Ce projet d'examen d'entrée a le mérite de rappeler l'importance sociale de la norme orthographique, mais je serais plutôt favorable à une mobilisation collective, au niveau des politiques d'établissement ainsi que de la formation initiale et continue. Cet effort pourrait être épaulé par une rationalisation réfléchie de l'orthographe. Saluons à ce sujet le courage d'entrées libres, qui applique les rectifications orthographiques de 1991 dans ses colonnes!"

■ **Philippe LAMBIN, doyen de la Faculté des Sciences aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur:**

"Selon moi, il ne serait pas sage d'organiser un tel examen d'orthographe à l'entrée des Hautes Écoles et de l'université. Il me semble que c'est à l'enseignement secondaire supérieur de veiller à ce que les étudiants qu'il diplôme aient des compétences et des connaissances suffisantes en langue maternelle, mais aussi dans les autres branches. En ce qui concerne l'entrée en faculté des sciences à l'université, une orthographe «incertaine» est gênante, mais elle n'est pas pénalisante tant qu'elle n'entraîne pas de confusions dans la compréhension des rapports et examens écrits d'un étudiant. Cependant, une mauvaise orthographe peut indisposer un correcteur. Plus grave est, en fait, la non-maîtrise du vocabulaire, voire de la logique au sens large: une mauvaise réponse à un examen de sciences ou de mathématiques peut parfois provenir d'une mauvaise compréhension de l'énoncé". ■

23/08/2006

CHÈRE RENTRÉE?

Un consommateur averti en vaut deux! Cette année, les parents étaient assurés de pouvoir faire leurs courses de rentrée à bas prix. Le **CRIOC** (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs) a ainsi sondé les dernières tendances en matière de matériel scolaire¹. Parmi les constats, notons de grandes différences de prix entre les magasins, ainsi qu'au sein d'une même enseigne, et l'omniprésence de produits à bas prix dans les étalages. Pourtant, l'enquête montre aussi que chaque

plus responsable de la part des parents, même si ceux-ci ne sont que moins de 4 sur 10 à déclarer réutiliser le matériel de l'année précédente...

Et vous, qu'en dites-vous?

■ **Patrick TRAUBE, psychologue clinicien, psychothérapeute, formateur:**

"Pour ma part, j'émet l'hypothèse que les attitudes parentales ont bel et bien changé suite à différentes campagnes mises en place par les services publics, le CRIOC, Test-Achats... Certes, le problème de l'enfant décideur existe toujours, mais il est selon moi en régression par rapport à une dizaine d'années, ce qui n'empêche pas l'enfant de rester très désirable. Il

qui est bien sûr plus facile à dire qu'à faire! Ne serait-ce pas là une bonne occasion de faire valoir une synergie entre école et famille, afin de résister à cette tendance? Pour lutter contre cette pression, il serait sans doute nécessaire de lui opposer une «contre-force» égale, institutionnelle. Peut-être faudra-t-il imposer du matériel, interdire l'accès aux marques... La persuasion seule ne suffit pas toujours. Il sera alors indispensable de passer par de telles mesures pour casser les habitudes. Les parents doivent de toute façon rester maîtres des achats et les enfants doivent apprendre que désirer, ce n'est pas obtenir! C'est là un problème d'éducation, de socialisation et d'humanisation".

■ **Marc FRANCOIS, directeur de l'école fondamentale St-Michel à Jette:**

"Cette somme de 350€ de dépenses par famille à l'occasion de la rentrée me paraît excessive... Chez nous, par exemple, nous proposons une liste de matériel aux enfants du primaire, et si les parents achètent tout, ils en ont pour environ 65€! Selon moi, certains font de ce débat leur fonds de commerce. En fait, beaucoup d'écoles font un effort à ce sujet, me semble-t-il. De notre côté, nous avons mis en place, depuis une dizaine d'années, un partenariat avec le papetier du coin qui prépare la liste, composée essentiellement de petit matériel, de blocs de feuilles... Le matériel est de bonne qualité, mais sans fioritures. Cette liste est facultative mais sur 680 élèves, nous en avons bien en général 200-250 qui passent commande au mois de juin, lorsqu'ils savent dans quelle classe ils iront l'année suivante. Le 1^{er} septembre, le papetier vient alors avec les commandes, et les parents peuvent même payer en octobre s'ils le souhaitent. Les cahiers sont, quant à eux, fournis par l'école, mais pas les fardes. Nous avons une grande mixité sociale à l'école, mais nous n'avons jamais ressenti de souci d'inégalité entre les enfants au niveau du matériel scolaire. La liste des fournitures ne doit de toute façon pas devenir un vecteur de sélection!" ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BRIGITTE GERARD

1. www.oivo-crioc.org/textes/pdf/1751fr.pdf



ménage dépensera, en moyenne, 350€! Selon La Libre, "La tendance de l'enfant décideur se renforce".

L'essentiel est donc, selon le porte-parole du CRIOC, d'attirer l'attention sur la nécessité d'un comportement

faut avouer que parents et enfants ont affaire à forte partie, la pression de la publicité étant énorme! L'attitude idéale serait de se défendre, de résister à cette publicité et au néo-conformisme contemporain, ce